

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.  
M. BORDÉANO.

## ABONNEMENTS:

	EN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	18 »
Etranger.....	80 »	42 »	22 »

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

## LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL &amp; FINANCIER.

ADMINISTRATEUR:  
ANDRÉ ZEPHYR.

## INSERTIONS:

Années 4 <sup>me</sup> page.....	3 piastres la ligne
Années 3 <sup>me</sup> page.....	2 »
Insertions, corps du journal.....	1 »
La Livre Turque à n° 400.	

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> octobre, et se payent d'avance.  
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

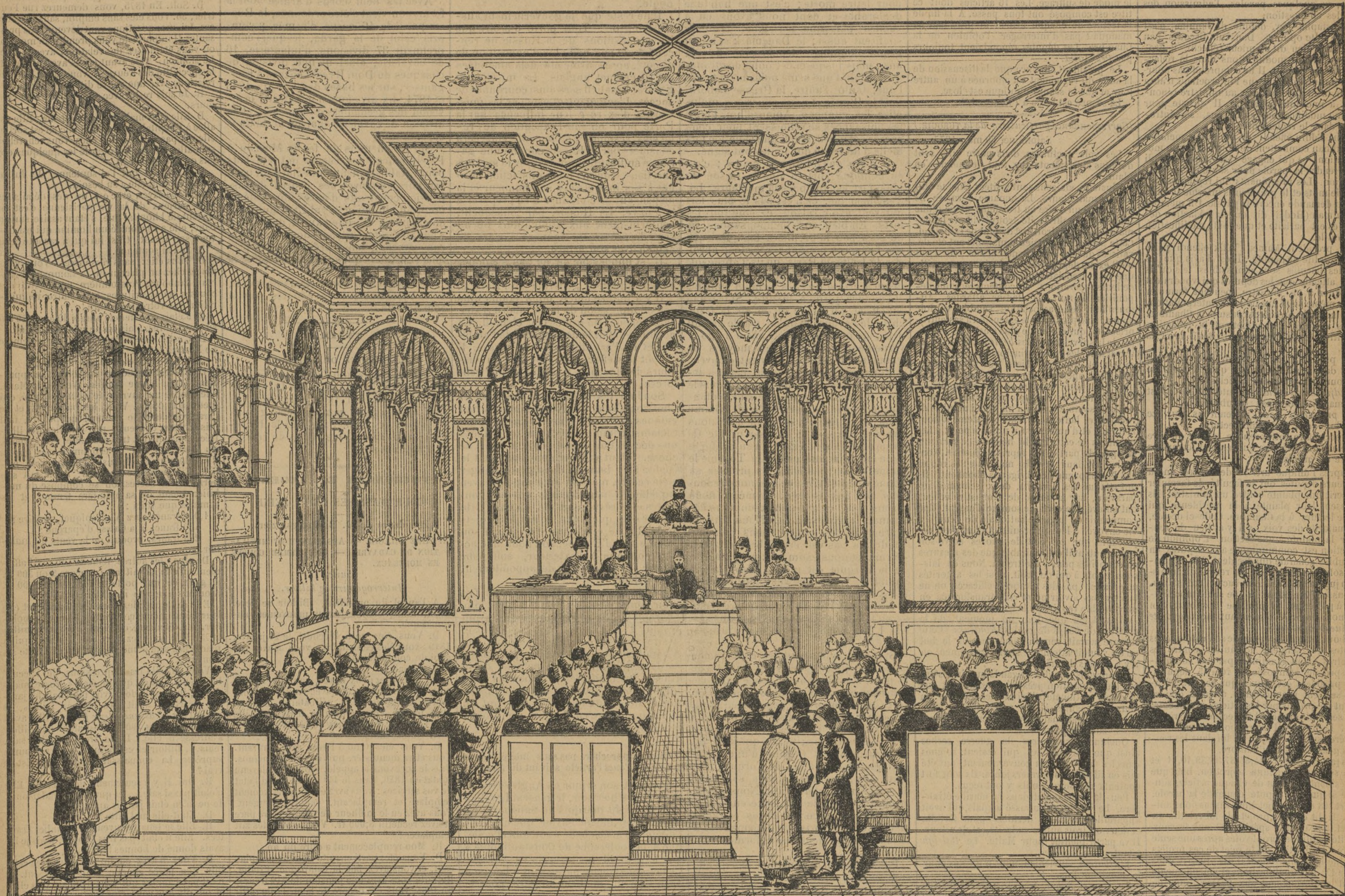
Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces: à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

À SMYRNE, chez M. Caridi; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse; à ROME, chez les principaux libraires; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et Co, à Vienne, I Rieinergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

## VUE INTÉRIEURE DE LA SALLE DES SÉANCES DES DÉPUTÉS OTTOMANS.

(Dessiné et autog. par M. MONTREANO).

LA SALLE DES SÉANCES  
DES DÉPUTÉS OTTOMANS.

La salle des séances des députés, dont nous donnons la vue intérieure, est située dans le vaste bâtiment où étaient installés précédemment les ministères des travaux publics et du commerce. L'entrée principale du bâtiment donne sur la place de St-Sophie. Par le côté opposé on a vue sur la magnifique panorama de la mer de Marmara et de l'entrée du Bosphore.

La salle des séances est située au premier étage. L'escalier, à caractère monumental, qui y conduit débouche dans un grand couloir qui sert de salle des pas-perdus et avec lequel la salle des séances communique par trois grandes portes.

En face, en entrant, on a devant soi la tribune du président, au-dessous de laquelle se trouvent la tribune de l'orateur et celles des secrétaires.

Sur les deux côtés au rez-de-chaussée se trouvent des places réservées pour les sénateurs et les conseillers d'Etat.

Au premier étage, il y a trois tribunes de chaque côté. Celle de S. M. le Sultan est au milieu, à droite, ayant à sa gauche celle du corps diplomatique et à sa droite celle des journalistes européens. Elle ne se distingue des autres tribunes que par la richesse du papier dont elle est tapissée. En face, trois tribunes dont deux réservées aux notables et la troisième aux journalistes turcs. Au-dessus, des deux côtés sont des loges grillées destinées au public. Les députés sont installés sur des bancs capitonnés en soie de couleur carmin.

La salle est décorée avec goût. Le plafond est divisé en trois champs principaux au centre desquels se trouvent des rosaces. Le reste a été traité dans une décoration qui est en parfaite harmonie avec l'ensemble de la salle. L'ornementation générale est sobre et de bon goût. Les détails sont en blanc se détachant sur des fonds roses et verts.

L'architecte doit être félicité pour l'habileté avec laquelle il a tiré un si bon parti de vieilles pièces qu'il a su transformer en une salle vraiment remarquable.

En outre, de la salle des séances, six pièces ont été installées et mises à la disposition des députés pour les réunions des comités et comme salons de repos et de conversation.

## TELEGRAMMES.

AGENCE BORDÉANO ET Co

## Autriche-Hongrie.

Vienne, 26 mars 9 h. 40 m., soir.

Obligations Roumélienne... fl. 18.05  
Pièce de 20 francs..... » 9.91  
Agió..... » 111.25  
Change sur Londres.... » 121.20

Le général Ignatieff à peine arrivé a fait plusieurs visites diplomatiques. Demain, il sera reçu en audience privée par l'Empereur qui l'a invité à dîner.

En retournant à Saint-Petersbourg, le général Ignatieff passera par Berlin.

Les journaux officiels espèrent encore à un arrangement qui serait proposé par la triple alliance des empereurs. On attend à ce sujet l'opinion de la Sublime Porte sur la question du désarmement.

Pesth, 26 mars.  
La Chambre a approuvé le projet de loi relatif à l'emprunt de 76 1/2 millions de florins.

## France.

Paris, 26 mars.

5 0/0 ottoman..... 12.32  
Obligations Roumélienne.... » 35.75

## Allemagne.

Berlin, 26 mars.

L'empereur Guillaume a adressé une lettre au prince de Bismarck pour remercier la nation de sa participation à la fête de sa naissance. Dans cette même lettre l'empereur déclare

ne pas consentir à la démission de l'amiral Stosch.

## Grèce.

Athènes, 26 mars.

Sur une interpellation qui lui a été faite, M. Deligeorgis a déclaré qu'il convoquera la Chambre immédiatement après la clôture de la session, pour cause d'urgence, plusieurs projets de lois restant en souffrance.

BOURSE DE GALATA  
10 heures

Ouverture..... P 13.15  
En ce moment..... » 13.14  
Obligations Roumélienne.... » 35 —  
Papier-monnaie—L. T. 100 P 160 20

## OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS NOTÉ DE CONSTANTINOPLE.

27 mars, 1877.

Lever du soleil..... h 5 53 m.  
Coucher..... » 6 » 47  
Temps moyen à midi apparent... » 12 » 5 25  
H à la turque à midi moyen.... » 5 » 36  
8 heures du matin  
Baromètre..... 764.8  
Thermomètre..... 12.0  
Humidité..... 8.5  
Maxima de la veille..... 18.0  
Direction et force du vent N.O. calme.

## NOUVELLES DIVERSES.

Pertew effendi, qui s'était rendu à Belgrade, porteur du firman impérial sanctionnant la paix avec la Serbie, ayant terminé sa mission, aurait déjà quitté cette ville pour retourner à Constantinople.

La Sublime Porte a décidé d'instituer une commission mixte qui sera chargée d'élaborer un règlement concernant l'interdiction de l'introduction d'armes en Turquie. Les missions étrangères à Constantinople ont été invitées à dési-

gner les délégués qui doivent les représenter auprès de cette commission.

Le consulat général de Turquie à Pesth, vient d'envoyer au ministère de la guerre la somme de 4820 fl., produit des collectes et des représentations théâtrales, concerts, bals, donnés en Hongrie en faveur des blessés de l'armée ottomane. Sermed effendi a, en outre, fait parvenir au vilayet du Danube 10 caisses de charpie offerte par les dames hongroises.

D'après le *Sabah*, les deux oulémas, Baha-Eddin effendi et Chérif effendi, qui ont été exilés il y a quelques mois à Rhodes et à Stankeu, comme conspirateurs, ont été amnistiés par S. M. le Sultan.

Suivant le même journal, le premier de ces exilés est déjà arrivé à Constantinople depuis samedi, et, le même jour, il a eu une audience de S. A. le Cheik-ul-Islam. Chérif effendi était attendu, hier, à Constantinople.

M. Albert Romano, violoncelliste de talent, donnera dans quelques jours, à Péra, un concert, sous le haut patronage de M<sup>me</sup> d'Erenhoff.

Nous avons la conviction que cette soirée sera pour M. A. Romano un brillant succès.

Cet artiste, d'un mérite réel et d'un grand avenir, ne s'est pas encore fait entendre à Péra, bien qu'une connaissance approfondie de son art et des études aussi solides que constantes lui eussent permis depuis longtemps de se produire sur une scène même vaste.

M. A. Romano s'est borné jusqu'ici à prêter son concours à M. Henri Ketten, dans un concert que ce dernier a donné à Cadikéu lors de son dernier voyage à Constantinople.

Il a en outre payé de son talent dans une autre circonstance qu'il suffira de rappeler pour que toutes les sympathies lui soient acquies.

Lors des inondations qui éprouvèrent les populations du midi de la France, M. A. Romano prit l'initiative d'un concert qui eut lieu à Cadikéu au profit des victimes et qui produisit plus d'un millier de francs.

Nous empruntons à l'*Impartial* de Smyrne les nouvelles suivantes:

Il y a plus de huit jours que nous sommes privés de communications télégraphiques directes avec Constantinople.

Nous avions cru un moment que la mesure prise par l'Etat de payer en caime les appointements des stationnaires était pour quelque chose, sinon pour tout, dans cette interruption de communications. Nous sommes allés aux informations et nous pouvons affirmer qu'il n'y a point, en fait, de grève; que le service avec l'Europe continue comme par le passé si l'on se sert surtout de la voie d'Orante; que ceux parmi les employés du télégraphe qui travaillent avec Constantinople sont prêts à reprendre leurs fonctions si la ligne est rétablie car, au fond de ce silence, il n'y a qu'une interruption de transmission qui commence au-delà de Kechan et qui se termine à Constantinople.

Nous ne voulons pas dire par tout ceci que les télégraphistes ne sont pas décidés à déserteur leurs postes en masse et le retrait de la mesure financière qui les frappe n'est pas dicté, mais, encore une fois, il n'y a, pour l'instant, rien de sérieux que du côté de la capitale et par suite de dégâts; toutes les autres lignes fonctionnent parfaitement bien.

Une colonne de journal ne suffirait pas pour enregistrer tous les vols perpétrés depuis cinq jours. Les auteurs de ces méfaits semblent n'avoir plus aucune contrainte, n'ayant rien à craindre et c'est souvent en face de la police qu'ils opèrent. Si celle-ci continue à ne pas agir rigoureusement et si la population continue de son côté à montrer la plus étrange des faiblesses, des crimes bien plus considérables et bien plus douloureux ne tarderont pas à être enregistrés.

« Et vous en entendez bien d'autres !... » disait, dernièrement, un voleur à sa victime.

Le consulat d'Allemagne a célébré avant-hier l'anniversaire de la naissance de S. M. l'empereur Guillaume. M. le consul Teitgenborn a reçu à cette occasion les félicitations des autorités locales et étrangères ainsi que

celles de ses nationaux. Aux pavois de la canonnière allemande *Pomerania*, le yacht de la flotte impériale ottomane *Intibah* et les navires de guerre européens en rade ont répondu immédiatement en se couvrant de leur côté de nombreux pavois.

## CONSULAT DE FRANCE

A CONSTANTINOPLE.

Souscriptions en faveur de l'école gratuite de Saint-Pierre incendiée dans la nuit du jeudi 8 février.

Un anonyme.... Cinquante Liv. Turq.

## PARLEMENT.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Présidence d'AHMED VÉLIK EFFENDI  
Séance publique du 26 mars.

Les tribunes du public et des journalistes sont remplies une demi-heure avant l'entrée des députés. Ceux-ci ont été précédés par les ministres Djavid pacha, ministre de l'intérieur, Assym pacha, ministre de la justice, Ouhanné effendi, Tahanitch, ministre du commerce, qui sont venus occuper les bancs du ministère quelques moments avant l'arrivée du président Ahmed Vékik effendi.

On remarque plusieurs sénateurs et conseillers d'Etat sur les bancs qui leur sont réservés à droite et à gauche des bancs des députés.

Le président déclare la séance ouverte à 6 heures 5 minutes.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente où sont énumérés les orateurs qui avaient demandé la parole pour la séance d'aujourd'hui.

La lecture terminée, le président demande aux députés s'ils ont quelques observations à présenter sur le procès-verbal.

Un des membres fait remarquer qu'il y a une erreur dans les noms cités dans le procès-verbal. L'erreur rectifiée, le procès-verbal est adopté.

Le président annonce que deux requêtes des télégraphistes ont été soumises à la présidence de la Chambre. Elles concernent la télégraphie et seront renvoyées à la direction des télégraphes et postes. Le président remet ces documents au secrétariat pour qu'ils soient enregistrés.

Le président invite le secrétaire à repré-



dre la lecture du règlement en commençant par le titre V, traitant des interpellations aux ministres.

Après la lecture de l'art. 29, le président donne la parole à Sebouh effendi Maksoud qui s'était inscrit à la séance précédente. Sebouh effendi examine les articles de ce titre et les trouve admissibles. Hadji Ahmed effendi, député de Smyrne, réplique à Sebouh effendi. Il est d'avis que ces articles sont susceptibles de quelques modifications et surtout en ce qui concerne les répliques à faire aux ministres. Le règlement ne donne le droit de répliquer qu'à l'interpellant. L'orateur est d'avis d'élargir les droits donnés par cet article.

Sebouh effendi reprend la parole pour dire que l'article dont il s'agit deviendrait complet si l'on ajoutait dans l'invitation à envoyer au ministre interpellé l'objet de l'interpellation et les motifs qui l'ont provoquée.

Manouk Caradjia effendi, député d'Alep, combat ces articles et se range à l'opinion des opposants. Les paroles de Manouk effendi provoquent la réplique d'un orateur turban vert qui, après quelques réflexions émanées de voix basse et de manière à ne pas se faire entendre, conclut pour l'admission entière des art. 30 et 31 du titre V.

Baba-Eddin effendi, député de Brousse, est du même avis que le préopinant et propose, en quelques paroles, l'admission des articles en question.

Moustapha bey, député de Jannina, n'est pas de cette opinion. Dans un discours peu long mais bien dit et mieux réfléchi, il propose plusieurs modifications dans la rédaction de ces articles. Il ne comprend pas pourquoi un autre député que l'interpellant n'aurait pas le droit de répliquer au ministre répondant à une interpellation. Il insiste pour qu'une modification, en ce sens, soit introduite dans le règlement.

Baba-Eddin effendi et un autre membre musulman combattent de nouveau toute modification, ce qui engage Moustapha effendi à reprendre la parole pour soutenir sa proposition. Les préopinants lui répliquent en peu de mots et le président s'informe si quel qu'un demande encore la parole. Un membre musulman (Hodja) dit que la rédaction des articles est parfaite et que toute modification est inutile.

Le président Ahmed Vefik effendi parle en sa qualité de député. Il est d'avis que les articles discutés sont admissibles, tels qu'ils sont, attendu que les députés qui voudraient répliquer à un ministre, peuvent formuler sur le même sujet une nouvelle interpellation. Néanmoins, le président consulte la Chambre. Les députés qui admettent la rédaction primitive des articles sont invités à lever la main.

Le président, après avoir jeté un coup d'œil dans la salle, annonce que la majorité est pour l'adoption des articles.

Hadji Ahmed effendi, député d'Aidin. C'est une majorité douteuse (chubbéldir).

Le président. Nous reviendrons sur ce titre lors de la troisième lecture.

Le secrétaire entend la lecture du titre VI relatif aux plaintes qui seraient formulées contre un ministre.

D'après l'article 32 de ce titre, un ou plusieurs députés ont la faculté de formuler par écrit une plainte contre un ministre. Ils adressent leur plainte à la présidence qui donne lecture à la Chambre. Celle-ci décide, à la majorité des voix, s'il y a lieu de renvoyer la plainte à une section. L'opinion de la section est communiquée aux députés en assemblée générale qui décident, à la majorité absolue de deux tiers, du renvoi du ministre en jugement et rédigent l'acte d'accusation.

Yousouf Zia effendi a une seule modification à présenter. Il propose la substitution des mots *majorité absolue* aux mots *majorité absolue de deux tiers*.

Sebouh effendi propose de son côté que les plaintes qui seraient formulées contre les ministres soient examinées par une commission spéciale, composée de 10 à 15 députés.

Le président est d'avis que ces modifications seraient inopportunes, attendu que les cas ont été prévus par les articles précédents.

Le secrétaire reprend la lecture du règlement. Le titre VII se rapporte au mode de délibérer sur les projets de loi dans les réunions générales de la Chambre.

Les articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42 ne soulèvent aucune objection, bien que le président, à la fin de chaque article, s'informe si quelque député demande la parole.

L'art. 43 donne sujet à des discussions animées. Il dit que les projets de loi relatifs au budget, aux crédits spéciaux et aux travaux d'utilité publique seront votés après une seule lecture. L'adoption ou le rejet de ces projets a lieu de la manière dont il est prescrit dans le titre IX. Les modifications et amendements se font conformément aux prescriptions de l'art. 39.

Roupen effendi a la parole. Il est contraire à la rédaction de cet article. Il désire qu'il y ait au moins deux lectures des projets de loi aussi importants. Quant aux modifications et aux amendements, ceci devrait se faire d'après les prescriptions de l'art. 38 et non pas d'après l'art. 39.

Un autre membre, dont nous n'avons pu savoir le nom, prend la parole pour combattre à son tour la teneur de l'article. Avant d'entrer en matière, il entre dans un long préambule ne portant que sur des généralités, ce qui fait que le président lui rappelle qu'il s'agit de l'art. 43. L'orateur continue à lire dans le cahier qui contient son discours.

Il dit en substance que le législateur, ayant voulu fixer une seule lecture pour ces sortes de projets de loi, a pris exemple des usages parlementaires en Europe. Mais la Turquie est loin de pouvoir s'assimiler sous ce rapport aux Etats civilisés de l'Europe. L'urgence est certes bonne pour ces questions mais, il ne faut pas perdre de vue les inconvénients qui résulteraient en Turquie de l'adoption de ce mode. Il conclut contre la teneur de l'article et propose deux lectures pour ce genre de projets de loi.

Le président s'informe si quelqu'un a à répliquer au préopinant.

Ohanès effendi Allahverdi opine pour l'adoption de l'article tel qu'il est.

Un autre membre musulman combat l'opinion d'Ohanès effendi Allahverdi et cède la parole à Baba-Eddin effendi, député de Brousse, qui est favorable à la teneur de l'article. Enfin le président, après avoir expliqué les avantages qu'une seule lecture pourrait avoir pour la prompt expédition des affaires, propose d'ajourner la discussion sur cet article à la troisième lecture.

L'article suivant 44 a trait aux pétitions adressées par la population à la Chambre.

Hadji Ahmed effendi, député de Brousse, demande quelques explications au sujet de cet article, en ce qui concerne les pétitions soumises à la Chambre par une députation. Les explications fournies par le président, le secrétaire continue la lecture des articles suivants.

Les art. 45, 46, 47, 48 et 49 sont lus sans soulever d'objections.

Vassilaki bey Sarakioti, qui s'était inscrit pour parler contre la teneur de l'art. 47, a déclaré que cet article se rapportant à l'art. 50, il se réserve de faire ses objections sur ce dernier article.

L'art. 50 est ainsi conçu : « Au cas où dans l'espace de quinze jours le ministre

n'aurait pas donné réponse à une pétition qui lui aurait été transmise par la Chambre, le président rappelle par écrit au ministre l'affaire dont il s'agit. »

Simionaki effendi, député de Konieh, trouve que le délai accordé aux ministres pour répondre aux pétitions est très long. Il propose qu'il soit fixé à 3 jours.

Vassilaki bey Sarakioti accorde un délai de cinq jours et propose qu'en cas de besoin le ministre vienne en personne porter sa réponse à la Chambre.

Ohanès effendi Allahverdi est d'un avis contraire au préopinant. D'après lui les quinze jours accordés par le règlement sont à peine suffisants et propose le maintien de l'article.

Le président à son tour défend l'article et fait, à l'appui de son opinion, valoir des raisons de bureaucratie. Enfin, le secrétaire Fenni effendi propose que ce délai soit fixé à une semaine.

Cette proposition mise aux voix est votée par une majorité écrasante. Quatre députés, y compris le président, ont seuls voté pour le maintien du délai de 15 jours.

Le titre IX traitant des questions d'urgence, n'a pas soulevé d'objections. La lecture des six articles qui le composent a été accueillie par les mots *Pek-ialla* (Très bien).

Il en a été de même du titre X concernant le mode de suffrage. Les 16 articles dont ce titre est composé ont tous passé. A la fin de la lecture de chaque article le président ne manquant pas d'interroger l'opinion de la Chambre. Les députés répondaient toujours par *Pek-ialla*.

Le président annonce que la discussion de la suite du règlement est ajournée à un autre jour et que la séance publique est close.

La séance est levée à 7 heures 1/2.

(Correspondance particulière de la TURQUIE.)

Salonique, 20 mars 1877.

Les vols nocturnes dans notre ville sont devenus si fréquents que tout le monde s'en plaint.

Plusieurs maisons sont visitées chaque nuit par les malfaiteurs. La semaine dernière il ont enlevé un coffre au troisième étage d'une maison ; ce coffre a été trouvé vide le lendemain dans un endroit fort distant de la maison. Cette semaine, plusieurs maisons ont été dévalisées de leur batterie de cuisine. On croit qu'il existe depuis longtemps dans notre ville une vaste association de voleurs qui, au début de leurs opérations, se contentent de dépouiller la nuit les citadins attardés. Aujourd'hui, cette association semble vouloir donner une plus grande extension à ses entreprises. Ce qui étonne le plus c'est que, en dépit de la surveillance des *beghechis*, les voleurs traversent les rues principales, chargés de caisses et d'autres objets très volumineux, sans être aperçus. Ils sont assez heureux, paraît-il, pour trouver, à ces moments-là, les gardiens de rues plongés dans le plus profond sommeil. (Il y a un grand nombre de rues où les lanternes existent seulement pour la forme, et d'autres, où il n'y en a point. Les membres de cette bande hétérogène seraient, en grande partie, des repris de justice. Non seulement dans la ville, mais sur les routes et à la campagne les brigands abondent. Ils ont attaqué des *kéradjis*, deux semaines auparavant, sur la route de Monastir, et leur ont enlevé une certaine somme d'argent. Une compagnie de la garde nationale de Yénidji a été envoyée à leur poursuite. Autant il est déplorable que cet état de choses suive son cours, autant il est désirable que des mesures soient prises pour y mettre fin. Nous en laissons le soin à qui de droit, et si les autorités ne prennent pas des mesures efficaces, on ne tardera pas à voir notre ville transformée en un véritable repaire de brigands.

Il avait été question, un moment, de la création de corps de gardes (*Koulluks*). Cette mesure aurait rempli parfaitement le but qu'on voulait atteindre. Malheureusement on n'y a jamais donné suite.

J'apprends que des brigands ou pirates ont fait leur apparition près de Cassandre et que la garde nationale d'ici détachera une ou deux compagnies à leur poursuite.

La garde nationale a recommencé ses exercices vendredi passé.

Quelques prisonniers de guerre serbes ainsi que des malades qui étaient soignés dans les hôpitaux du gouvernement, ont été mis en liberté ces derniers jours. Ils sont fort contents des soins qu'ils y ont reçus.

Peu de nouveaux navires dans la marine étrangère. Le *Swiftness*, cuirassé anglais, qui avait appareillé la semaine dernière pour Cavalla et deux ou trois autres endroits, est de retour il va partir bientôt pour Malte. Le *Raleigh* viendra le remplacer.

L'*Albatros*, autrichien, nous a quittés pour la deuxième fois.

Le *Missiri-Bahri*, transport de la marine impériale, est entré samedi passé dans notre rade. Il charge de farines et du biscuit qui seront transportés au port de Kleck.

Un autre navire est arrivé également hier soir. On croit que c'est la corvette *Edmirn*. Elle a un chargement considérable.

L'interception des lignes télégraphiques a laissé notre ville durant toute la semaine qui vient de s'écouler, privée de communication avec la capitale ; c'est seulement hier que sont parvenues les dépêches du 13 et du 14 de ce mois, de Constantinople.

Question d'Orient.

On lit dans le journal *La Presse* de Paris :

Il y a lieu d'espérer que les conditions débattues à Londres seront enfin adoptées de part et d'autre. Ce sera incontestablement un progrès ; mais il ne nous est pas possible, jusqu'à plus ample informé, d'y voir une solution de la question d'Orient. Une solution peut venir, mais ce n'est pas la solution. Si nous en jugeons par ce qui est connu du protocole, cet instrument diplomatique équivalait à une abrogation virtuelle du traité de Paris. Si, en effet, on se reporte à ce traité, on y retrouve deux points principaux : L'entrée de la Turquie dans le concert européen, la garantie en faveur de la Turquie contre toute ingérence dans ses affaires intérieures, la neutralité de la mer Noire, l'interdiction du passage des détroits. De ces quatre conditions, la dernière n'était que le rappel d'une disposition très ancienne, la troisième a été abrogée en 1871 ; quant aux deux dernières, elles ont reçu une première atteinte à Constantinople par le fait de la Conférence, sur le Danube par la concentration de l'armée russe, et elles sont à la veille d'être absolument effacées par le protocole de Londres.

Que devient l'entrée de la Turquie dans le concert européen, du moment que toutes les puissances se réunissent pour signer un papier diplomatique ayant trait directement et uniquement aux affaires de cet Etat, sans même que celui-ci ait été appelé à donner son avis. Le concert cesse, en ce qui touche la Turquie ; de coopérante, elle devient accusée. On la juge, on ne la consulte pas.

Quant à l'ingérence, n'est-elle pas évidente ? Non-seulement on agit au près de la Turquie par la voie du conseil ; non-seulement on examine sans elle son organisation intérieure, et on lui trace un plan de conduite, mais on stipule que, si elle se refuse à exécuter ce plan, les puissances aviseront aux moyens d'en assurer l'exécution. Il est impossible de pousser plus loin l'ingérence, à moins de recourir immédiatement à l'intervention militaire, de donner à la Russie mission d'agir au nom de l'Europe contre la Turquie.

Tel est le caractère évident du protocole ; il ne faut pas se le dissimuler ; ce serait puéril. Nous estimons trop les hommes politiques qui gouvernent l'Angleterre pour croire qu'ils s'y soient instantanément trompés ; mais nous nous étonnons qu'ils se soient prêtés à de semblables résolutions, sans faire certaines réserves, qui permettent à un moment donné de rentrer dans le droit.

Depuis quelques années en Europe, on a pris l'habitude de tenir les traités pour lettre morte ; c'est une habitude déplorable et dont nous avons eu à souffrir plus que personne. D'autres souffrent aussi ; le Danemark a subi un grand dommage depuis plus de dix ans ; mais jusqu'ici cet oubli des traités n'a fait d'une seule puissance, tantôt l'une, tantôt l'autre, la Prusse d'abord, puis la Russie et nous pourrions multiplier les citations. Aujourd'hui, toutes les puissances se réunissent pour consacrer solennellement une violation formelle d'un traité que toutes ont signé.

Il n'y a pas à lutter là contre ; c'est en politique surtout que la raison du plus fort est toujours la meilleure. Ici, c'est bien pis, ce n'est pas le plus fort qui veut avoir raison, ce sont tous les forts. Eh bien, soit, inclinons-nous, ce ne sera pas la première fois. Puisque ces forts, ces puissances veulent abroger le traité de Paris, qu'ils l'abrogent, mais qu'elles ne poussent pas la naïveté jusqu'à croire qu'elles le maintiennent, et l'audace jusqu'à le dire. Si le traité est effacé, au moins qu'on ait la franchise de l'avouer et qu'on n'aille pas au-delà ; qu'on ne fournisse pas à un gouvernement ambitieux les moyens de franchir la brèche qu'on vient d'ouvrir.

Puisque l'Europe a voulu cette solution, acceptons-la ; mais nous avons le droit de demander qu'elle soit profitable ; comment le serait-elle si, comme nous le craignons, nous n'hésitions pas à le dire, — la Russie profite de l'approbation qu'on donne à sa politique et ne laisse même pas à la Turquie le temps et la possibilité de prouver sa bonne volonté ? C'est ce que nous redoutons de nos jours, et même nous ne nous fions plus, ce que nous redoutons désormais exclusivement. Nous faisons notre deuil des traités ; mais nous ne voudrions pas voir l'équilibre européen détruit, et nous estimons que l'intégrité de la Turquie est indispensable à cet équilibre. La Russie veut détruire cette intégrité ; elle veut que l'Europe assume la responsabilité de cette œuvre ; elle serait-elle bras secuteur de ce pouvoir spirituel ? L'Europe pousserait-elle jusque-là la lâcheté ?

Si graves que soient les concessions faites à ce qu'on appelle les besoins de la paix, il n'est pas à l'Europe de se refuser à certaines complaisances pour qu'on sorte de ce mauvais pas. Si elle peut empêcher la Russie d'agir par les voies détournées et perfides, en fomentant des insurrections ; si la question du désarmement est résolue d'une façon pratique et équilibrée, la Turquie, n'étant plus menacée, pourra s'occuper des réformes intérieures. Nous avons la certitude qu'elle est sincèrement résolue à tenir sincèrement les engagements qu'elle a pris spontanément et à exécuter largement les réformes annoncées.

Pour agir ainsi, il ne faut pas qu'elle soit sous la menace incessante d'une attaque, d'une insurrection, d'une invasion. Le jour où elle aura cette sécurité matérielle, elle agira, et hâtera le plus rapidement possible l'heure où elle pourra montrer à l'Europe l'œuvre accomplie. Cette heure, si la paix était bien réglée, serait plus tôt proclamée qu'on ne le croit. Si les choses se passent ainsi, nous ne regretterons rien et la Turquie, de son côté, n'aura rien à regretter.

En effet, si elle progresse rapidement et loyalement dans la voie des réformes, elle opposera une barrière infranchissable aux voisins ambitieux ; cette barrière les autres puissances seront non-seulement disposées à la défendre, mais elles seront pressées de la faire. En tous cas, elles ne permettraient pas à l'une d'elles de la franchir ; ou il ne serait plus admissible, même pour les plus crédules, que cette intervention eût lieu dans un but d'humanité.

Nous nous résumons : l'instrument diplomatique qu'on a signé ou qu'on va signer, n'a pas, à nos yeux, de valeur par lui-même ; il vaudra par la loyauté avec laquelle il sera exécuté ; et, cette loyauté, il dépend de la bonne foi et de la clairvoyance de l'Europe qu'elle soit complète.

Nous résumons comme suit l'article du *Times*, signalé, il y a quelques jours, par le télégraphe, au sujet des négociations anglo-russes :

Le général Ignatieff ne fera qu'un court séjour en Angleterre. On peut admettre que sa visite n'a qu'incidemment une signification politique. Il ne vient pas en Angleterre pour prendre part aux négociations qui ont été si habilement conduites par le comte Schouvaloff ; c'est bien plutôt parce que ces négociations sont virtuellement terminées qu'il s'est décidé à passer la Manche. Il remplit la promesse qu'il a donnée à Constantinople à lord Salisbury de venir le voir ; ainsi est réduit à néant le bruit que sa présence en Angleterre serait mal vue par le gouvernement britannique.

Bien que les termes du protocole pa-

raissent avoir été discutés, et que peut-être on n'attende plus que la ratification formelle, le général Ignatieff pourra s'expliquer plus clairement sur la marche subséquente des événements pour montrer comment les engagements limités du protocole suffisent aux demandes de la Russie et sous quelle forme s'opérera la pacification.

Mais ce sont là choses de l'avenir. Quant au présent, le succès des négociations semble complet. On pense que l'assentiment du gouvernement russe aux modifications apportées par le gouvernement britannique sera donné télégraphiquement, avant même que le général Ignatieff quitte l'Angleterre.

Quand le gouvernement russe aura donné son adhésion au texte révisé par le gouvernement britannique, celle des autres puissances viendra.

On sait que l'Allemagne a volontiers donné son assentiment aux propositions russes et les a recommandées aux autres puissances avec toute la cordialité compatible avec l'indifférence présumée du prince de Bismarck. L'adhésion de la France et de l'Italie ne fait pas de doute.

Il ne reste que le gouvernement austro-hongrois. Tout porte à croire que les propositions de la Russie ne rencontreront pas non plus d'opposition de ce côté, après avoir été déjà amendées par le cabinet anglais. La mission du général Ignatieff sera ainsi couronnée de succès. L'engagement pris par les puissances d'exercer leur influence sur la Porte pour obtenir l'exécution des réformes résolues par la conférence sera considéré par la Russie comme une garantie suffisante pour assurer le sort des chrétiens, comme une satisfaction donnée à ses intérêts et à son honneur et la dispensant de continuer à se préparer à la guerre. La Russie, par conséquent, conformément aux stipulations ou au sens du protocole, donnera l'ordre de démobiliser son armée.

Il est impossible de ne pas s'étonner du changement subit qui s'est produit dans la situation générale de l'Europe.

Il y a quinze jours, nous étions tous sous l'impression de la circulaire restée sans réponse du prince Gortchakoff. Ce document était le dernier mot de l'ambition et de l'art diplomatique russes. Il n'avait pas effacé l'impression des discours de Moscou ; il l'avait plutôt renforcée.

Soudain les nuages se dissipent et l'horizon s'éclaircit. Nous sommes tout étonnés de voir le gouvernement russe réclamer comme une chose importante une déclaration qui se réduit à si peu de chose. Il faut admirer non-seulement la facilité avec laquelle un si grand danger a été écarté, mais aussi la rapidité avec laquelle les négociations ont été conduites et le résultat a été obtenu. Cela prouve que, quels que soient les projets de la Russie, elle attache du prix à son entente avec l'Europe, soit pour une action politique à l'extérieur, soit pour calmer l'irritation et le désappointement à l'intérieur.

Le langage des Russes nous fait croire que c'est ce dernier objet qu'ils poursuivent la Russie, et que le tsar, ayant résolu d'abandonner son entreprise, désire seulement des conditions qui n'humilient pas trop son peuple. Si tel est le motif de l'attitude actuelle de la Russie, la signature du protocole sera un événement décisif, à moins toutefois que de nouveaux incidents, naissant du chaos qui règne en Turquie, ne brouillent tout à nouveau.

On ne rapprochera pas sans intérêt de cet article du *Times* l'article suivant du *Nord* :

Pendant son séjour en Angleterre, où il est arrivé hier soir, le général Ignatieff sera l'hôte du marquis de Salisbury. Le *Times* croit même savoir que c'est sur l'invitation spéciale de son ami et collègue à la conférence de Constantinople que le général a entrepris ce voyage.

Ces circonstances paraissent à l'organe de la Cité du meilleur augure pour le succès de la mission du diplomate russe, et nos propres informations nous permettent de partager l'optimisme exprimé par notre confrère de Londres. Le protocole, que l'Angleterre semble disposée à accepter sauf quelques modifications dans les termes, rappelle les dispositions principales du projet de la conférence, à l'exception de l'institution de gouverneurs chrétiens, et en ajoutant, par contre, l'interdiction de nouvelles colonisations de Tchérkesses et de l'emploi de troupes irrégulières en dehors des cas d'invasion étrangère ; le protocole stipule une surveillance de la part de l'Europe en ce qui concerne la réalisation des réformes convenues, et établit que, dans le cas où la Turquie ne les exécuterait pas, l'Europe s'entendrait sur les moyens de garantir leur accomplissement.

Ce protocole est excellent en ce qu'il assure non-seulement la paix, mais l'entente européenne. Il faut éviter toutefois de s'abandonner à un optimisme exagéré et de s'imaginer que la solution pacifique est dès maintenant et complètement acquise. Si la Porte persiste dans ses anciens errements, tout peut être remis en question et les perspectives de conflit peuvent renaître. Mais le protocole fournira du moins l'assurance que, si un conflit venait à éclater, il resterait localisé, et cette certitude, fit-elle le seul résultat pratique des négociations actuellement engagées, constituerait un avantage notable.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé. En revanche, on peut prévoir qu'une fois l'adhésion de l'Angleterre obtenue, il n'y aura d'opposition de la part d'aucune des grandes puissances. L'adhésion verbale de la France et de l'Allemagne est déjà acquise ; celle de l'Italie n'est guère douteuse, et il n'est pas probable que le gouvernement austro-hongrois, après duquel le général Ignatieff se rendra à son retour de Londres, refuse de s'associer à l'accord des autres cabinets.

On ne sait pas encore où ni quand cet instrument diplomatique sera signé.



## FAITS DIVERS.

## LA FONTAINE DE LA RUE DE GRENELLE.

Parmi les monuments de Paris, notre honorable hôtel, le général Ignatieff, ne pouvait manquer de distinguer la fontaine de la rue de Grenelle.

Mais peut-être ne lui a-t-on pas dit pourquoi elle doit avoir pour lui un intérêt particulier.

C'est parce qu'elle est relative à une des phases importantes de la question d'Orient. Qui le soupçonnerait, au premier abord ? Elle n'a rien de byzantin ni de moscovite ; c'est un hémicycle de marbre qu'orne une figure allégorique de la ville de Paris, flanquée des statues de la Seine et de la Marne.

Le statuaire Edme Bouchardon a flanqué la décoration centrale de statues représentant les quatre saisons et de bas-reliefs ; le fait est couronné d'un entablement et d'un acrotere.

Aucun de ces détails ne ferait soupçonner que la fontaine de la rue de Grenelle a pour but de rappeler le rôle honorable que la France a rempli, au commencement du dix-huitième siècle, pour apaiser les dissidents de la Turquie, de la Russie, de la Serbie et de l'Allemagne.

Ce sont les efforts du gouvernement français qui ont pacifié l'Europe et l'Asie. C'est sous le jeune roi Louis XV que s'est prolongé le congrès médiateur ouvert à Soissons le 14 janvier 1728. C'est grâce à la France qu'ont abouti les négociations relatives à la possession de Belgrade.

Et ce fut en mémoire de ces services rendus à la paix européenne par la France que la fontaine de la rue de Grenelle fut érigée par le corps municipal de Paris, sous la direction de Michel-Etienne Turgot, prévôt des marchands et qu'elle fut installée de 1730 à 1739.

En doutez-vous ? Approchez-vous du monument, et sur une plaque de l'imposte, vous lirez une inscription latine, dont voici la traduction littérale :

« Louis XV, le père et les délices de son peuple, le gardien de la tranquillité publique, a sans verser le sang, reculé les frontières de la France et rétabli la paix entre l'Allemagne, la Russie et les Turcs. Pendant qu'il poursuivait le cours de son règne à la fois glorieux et pacifique, le prévôt des marchands et les échevins ont fait construire cette fontaine pour la commodité des habitants et l'ornement de la Ville, en 1739.

On sait que, d'un commun accord, la préfecture de la Seine et le conseil municipal vont faire transférer ce monument à l'intersection de la rue du Bac et du boulevard Saint Germain, dans une amorce du boulevard d'Enfer.

On ne peut qu'applaudir à cette translation. La fontaine, qui mesure 12 mètres de haut sur 29 de large, manque d'être en son emplacement actuel. Elle est en deux parties coiffées de murailles et trouée de deux portes cochères. La dégrader, l'isoler, la mettre en relief, c'est un devoir qui incombe aux successeurs de Michel-Etienne Turgot.

(Le National.)

## APPAREIL A IMPRIMER POUR LES AVEUGLES.

Tout le monde a entendu parler des machines ingénieuses de Foucault et de Moon qui permettent aux aveugles d'écrire couramment des lettres de plusieurs pages, et de correspondre ainsi entre eux ou avec les personnes qui ont voulu de l'invention du typographe, quel qu'il soit, en pressant sur une simple, peu coûteuse et facile à manœuvrer pour ceux qui sont privés de la vue.

Elle se compose d'un appareil qui rappelle assez la presse à bras en usage dans les anciennes imprimeries. Chaque signe de l'alphabet est moulé en relief, et comme chaque lettre est représentée par un certain nombre de points, l'inventeur a remplacé tous les caractères par une feuille de métal percé d'un grand nombre de petits trous dont la position détermine la nature de la lettre.

L'aveugle fait sa composition avec des chevilles d'acier ou de laiton qu'il pousse dans ces trous, et dont l'arrangement forme les lettres, les mots et les lignes. Les chevilles ainsi disposées présentent sur la feuille de métal un relief sensible ; l'aveugle n'a plus qu'à poser sur cette surface une feuille de papier et qu'à mettre le tout sous une presse semblable à celle qui sert à copier les lettres. Une légère pression suffit pour obtenir une page imprimée, et l'aveugle peut lui-même procéder à l'opération du tirage.

Cette presse doit être utilisée prochainement pour la publication à Genève d'un *Journal des Aveugles*. Le rédacteur en chef, aveugle de naissance, et les collaborateurs également frappés de cécité, fourniront les matières de cet organe des aveugles lettrés. Il y aura une page consacrée aux annonces et aux nouvelles financières.

Il ne reste plus maintenant, pour rendre complet le développement vraiment merveilleux que l'on a su donner à l'instruction des aveugles, qu'à résoudre la question de l'unification de l'alphabet pour tous les pays, et celle de l'abaissement du prix des livres imprimés en relief.

Ce qui suit a paru hier dans notre édition du soir :

## NOUVELLES DU JOUR.

Dans la matinée d'hier, S. M. le Sultan a convoqué en conseil S. A. le Grand-Vézir, Redif pacha, ministre de la guerre, le Serdar-Ekrem, Abd-ul-Kérim pacha, Djedvet pacha, ministre de l'intérieur et Youssouf pacha, ministre des finances.

Au sortir du Palais, ces dignitaires se sont rendus à la Sublime Porte où ils se sont réunis en conseil avec les autres ministres.

Le Grand-Vézir, Edhem pacha, a eu, samedi, une audience de S. M. le Sultan.

Rustem pacha, ministre de la guerre du Bey de Tunisie, en mission à Constantinople, partira, mercredi prochain, pour retourner à Tunis.

S. M. le Sultan vient de conférer le *Medjidie* de 1<sup>re</sup> classe à l'amiral Drummond, ex-commandant de l'escadre anglaise de la Méditerranée.

L'envoyé extraordinaire de l'Emir de Kaschgarh est attendu aujourd'hui, à Constantinople, par le courrier de Smyrne.

Le Bassiret croit savoir que les délégués monténégrins, à la suite de nouvelles instructions, auraient abandonné la demande relative à la cession du port de Spizza.

Le *Daily Telegraph* confirme en ces termes la nouvelle du prochain renvoi à Constantinople de sir Henry Elliot comme ambassadeur d'Angleterre :

« Nous sommes heureux d'annoncer que sir Henry Elliot s'embarquera prochainement pour Constantinople et reprendra ses fonctions actives d'ambassadeur auprès de la Sublime Porte. Jusqu'à ce moment il avait été absent par congé, et il était revenu en Angleterre en partie parce qu'il n'était pas en bonne santé et en partie pour faire rapport sur la situation des affaires en Orient. Bien que sa santé ne soit pas encore entièrement rétablie, il est prêt à continuer la tâche ardue de représenter l'Angleterre à Stamboul ; et comme il a une connaissance complète de la politique orientale, et a fait preuve d'un dévouement complet aux intérêts britanniques, nous sommes convaincus que le pays accueillera avec plaisir la nouvelle que le gouvernement lui a donné l'ordre de retourner à Constantinople. »

S. Exc. Moukhtar pacha, commandant en chef de l'armée d'Anatolie, partira ces jours-ci pour Erzeroum, accompagné de son état-major.

Le *Medjidie* de 4<sup>me</sup> classe vient d'être accordé à Bahri bey, commandant des corps de garde de la capitale.

La liste des candidats à la première vice-présidence et à la seconde vice-présidence de la Chambre des députés a été soumise à S. M. le Sultan qui, conformément à l'art. 77 de la Constitution, aura à choisir les deux vice-présidents.

Le député Hassan Fehmi effendi a été élu premier secrétaire et les députés Hadji Ahmed effendi, de Smyrne, Samih bey, de Scutari d'Albanie et Mihakli effendi, de Serres, ont été élus questeurs de la Chambre.

Le secrétaire et les questeurs ont déjà commencé à exercer leurs fonctions.

Le Bassiret annonce que le gouvernement impérial a décidé, vu les circonstances, de mettre aussi en circulation la réserve de la somme de 10,000,000 de livres turques en caïmans dont l'émission avait été précédemment décrétée en vertu d'un iradé impérial.

La somme émise jusqu'à présent est de 5,500,000 livres turques. Le complément qui sera mis en circulation sera donc de 4,500,000 livres turques.

L'émission du décret qui a été déjà publié. A cet effet, le ministère des finances a pris des dispositions pour pouvoir, conformément au règlement, retirer de la circulation la somme de 500,000 livres laïms, à partir du 1<sup>er</sup> juin prochain.

Ce n'est que le gouvernement a désigné comme capital d'amortissement, l'approbation du Parlement, le produit des dîmes des sandjaks d'Aidin, de Smyrne et de Magnésie et l'impôt des moutons des vilayets d'Aidin et de Konia.

Ces revenus ont donné pendant l'année dernière la somme de 558,000 L. T.

Le ministère des finances a invité les autorités de ces provinces à commencer, en exécution du décret impérial, le versement de ces impôts aux succursales de la Banque impériale ottomane. En même temps, le gouvernement impérial s'occupe de l'institution de la commission de surveillance qui sera composée d'un président, nommé par le gouvernement impérial, de banquiers et capitalistes étrangers et ottomans.

Il y aura ce soir illumination générale des mosquées à l'occasion de la fête de l'anniversaire de la naissance du Prophète (Mevlud).

Suivant l'usage, S. M. le Sultan se rendra demain dans l'une des mosquées de la capitale pour y entendre la lecture de la biographie du Prophète.

D'après un télégramme de Vienne, publié par la *Nation*, organe parisien, le comte Andrassy, pressenti par l'ambassadeur ottoman au sujet de la dernière clause coercitive du programme russe a fait la déclaration suivante :

« Dans le cas où la guerre viendrait à éclater, l'Autriche ne prendrait point part aux hostilités, mais donnerait à entendre à la Russie qu'elle ne favoriserait, en aucune façon, ni une augmentation territoriale de l'empire russe, ni la fondation d'un Etat indépendant dans la Bulgarie, ni l'autonomie de la Serbie ni du Monténégro. »

M. Simon Deutsch dont nous avons annoncé la mort, samedi dernier, se trouvant sans famille en pays étranger, ses amis d'ici, sur l'initiative de M. Franz Grünzweig, se sont constitués en comité pour lui rendre les derniers devoirs.

Nous croyons bien faire de rappeler à cette occasion en peu de mots la vie active de cet homme de bien, dont toute l'existence a été consacrée à la noble cause de la liberté. Il a combattu pour elle en 1848 à Vienne. Réfugié à Paris, il y trouva un champ plus vaste pour son activité. Dans toute occasion où il s'agissait de combattre pour la liberté, Simon Deutsch était un des premiers à faire le sacrifice de sa personne et de sa fortune. En 1871, il exposa sa vie sur les remparts de Paris pour implorer la clémence des Versaillais au nom de l'humanité.

Sur la tombe de ce regretté ami de l'humanité, M. Grünzweig a prononcé un discours en allemand qui a profondément ému les assistants. Tous les malheureux perdent en M. Deutsch un soutien, car la charité était le but de sa vie privée, comme combattre pour la liberté était le but de sa vie publique.

Nous lisons dans le *Vahit* :

« La commission qui, composée de Namik pacha et de quelques autres dignitaires, était chargée d'examiner et de vérifier les dettes du palais pendant les règnes de feu le Sultan Abd-ul-Aziz et de l'ex-Sultan Mourad, vient de terminer ses travaux et de remettre son rapport.

D'après nos informations puisées à bonne source, les dettes de feu le Sultan Abd-ul-Aziz, sans compter les sommes dues pour la construction d'édifices publics et de la mosquée de Béchikciach qui devait porter son nom, s'élèvent à 200,000 livres turques.

« Les dettes contractées par l'ex-Sultan Mourad, avant son avènement au trône et durant son règne, se chiffrent par 800,000 livres turques. Sur ce chiffre, 500,000 livres sont dues au banquier Keutchéoglu, le reste à d'autres personnes et aux serviteurs du palais pour leurs appointements arriérés.

« Afin de régler certaines autres dettes, le palais a contracté un emprunt, à échéance fixe, envers S. Exc. Christaki effendi Zographo, avec hypothèque des pierres et diamants de la Couronne et des bijoux achetés par feu le Sultan Abd-ul-Aziz. Parmi ces pierres, se trouvaient aussi celles qui appartenaient personnellement aux dames de la maison du défunt Sultan. Ces dames se proposaient de réclamer, par voie judiciaire, la restitution de leur bien.

« Nous nous empressons de publier *in extenso* le rapport de la commission aussitôt que nous en aurons obtenu une copie. »

Plusieurs détenus pour dettes ont été relâchés sous caution, à l'occasion de la fête religieuse du *Mevlud* (anniversaire de la naissance du Prophète) qui sera célébrée demain.

Le *Sabah* dit que les personnes envoyées par le gouvernement anglais en mission en Serbie et au Monténégro sont arrivées à Constantinople.

Samedi, ajoute le *Sabah*, ces personnes ont été présentées au Grand-Vézir par le premier drogman d'Angleterre. (Courrier d'Orient)

On lit dans la *Vérité* :

« Nous apprenons que LL. E. Exc. le ministre de la guerre, le Serdar-Ekrem et Ahmet Moukhtar pacha, maréchal commandant le 4<sup>me</sup> corps d'armée, sont restés avant-hier soir au Séraskérat jusqu'à six heures de nuit, occupés à correspondre télégraphiquement avec S. Exc. Dervich pacha, commandant le corps d'armée de Scutari d'Albanie. »

Le bruit court dit le même journal que des troupes monténégrines auraient assailli à l'improviste le corps d'armée de Scutari, mais comme, jusqu'à présent, rien n'est venu confirmer cette nouvelle, nous ne pouvons que faire toutes nos réserves en la mentionnant.

Nous extrayons ce qui suit du *Hadi-kat-el-Akhar*, de Beyrouth :

On fait courir en ville les bruits les plus absurdes au sujet de prétendus désordres qui auraient éclaté dans la partie sud du Liban. Ces bruits sont dénués de toute espèce de fondement. Le Liban continue à jouir de la tranquillité la plus parfaite, et nous sommes autorisés à dire qu'il ne s'est produit aucun fait qui soit de nature à justifier ces rumeurs. Les bruits que l'on répand ne peuvent être que l'œuvre de quelques intrigants mal intentionnés, qui cherchent précisément dans un intérêt et pour un but personnel, à faire naître l'agitation et les troubles qu'ils affectent de redouter.

On lit dans la *Réforme* de Smyrne :

« Les ordres donnés par S. Exc. Sabri pacha pour l'extirpation du brigandage continuent à produire des résultats satisfaisants.

« Ainsi, dimanche matin, nous avons vu à la gare de Basmahane quatorze brigands que la police de Magnésie avait dirigés vers le chef-lieu du vilayet. La plupart d'entre eux étaient des chrétiens et avaient les menottes aux poignets. L'un d'eux portait le costume européen et faisait le plus triste effet sur le public. »

D'après l'*Impartial* de Smyrne, du 21 mars, la population de cette ville se trouvait depuis plus de huit jours privée de communications télégraphiques avec la capitale.

M. le comte de Casa Sarria, nommé au poste de consul d'Espagne à Beyrouth, est arrivé dans cette ville au commencement du mois de mars. M. le comte de Casa Sarria connaît bien la Syrie, ayant passé 8 ans comme consul à Jérusalem.

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville :

Berlin, 22 mars.

Le grand duc Nicolas, fils du commandant en chef de l'armée russe du Sud, est arrivé et a présenté à l'empereur Guillaume les félicitations de la cour de Russie. La fête de l'empereur a été très brillante.

Paris, 23 mars.

Le général Ignatieff est parti pour Vienne. Rome, 23 mars.

Le Pape a reçu avis officiel du mariage du roi Alphonse d'Espagne avec la fille du duc de Montpensier.

Bucharest, 23 mars.

La commission de la Chambre des députés chargée de l'enquête relative aux poursuites contre les anciens ministres a présenté son rapport. La commission maintient l'accusation contre MM. Catargiu, Lahovari, Floresco, Majoresco et Mavroghezi ; retire l'accusation contre MM. Carp et Cretulesco ; enfin laisse à l'appréciation de la Chambre la décision à prendre au sujet de MM. Cantacuzène, Broscosco et Théodore Rosetti.

Un message du prince prodrome la session jusqu'au 20 avril.

St-Petersbourg, 24 mars.

Les journaux russes blâment le langage de la presse anglaise. Ils constatent que le gouvernement anglais, dès le commencement, ne laisse à la Russie que le choix entre l'injure ou la guerre.

L'agence russe dit que le cabinet russe a poursuivi ses intentions pacifiques à l'égard de la Turquie, mais qu'il ne peut en être autrement, si néanmoins la guerre éclate, la responsabilité en retomberait uniquement sur l'Angleterre.

Paris, 24 mars.

Les Chambres se sont ajournées au 1<sup>er</sup> mai.

Rome, 24 mars.

Midhat pacha est arrivé à Rome. Il a assisté aujourd'hui à la séance de la Chambre des députés. — On assure qu'il ira à Nice.

Londres, 24 mars, matin.

A la Chambre des Communes, M. Fawcett développe une motion hostile à la Turquie, d'après laquelle toutes les promesses de réformes sont vaines sans garanties et blâme le cabinet anglais.

Sir Stafford Northcote déclare que le gouvernement n'a pas l'intention d'abandonner les chrétiens. La politique de principes du gouvernement, dit-il, n'a pas changé ; le gouvernement veut maintenir la paix européenne et défendre l'honneur et la Turquie de l'Angleterre. Le meilleur moyen pour cela, ajoute sir Stafford Northcote, est d'améliorer l'administration turque ; « si la Turquie refuse d'écouter nos représentations, nous l'abandonnerons à sa propre responsabilité. »

Finalement, la discussion a été ajournée.

## PARLEMENT.

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Présidence d'AHMED VÉFIK EFFENDI  
Séance secrète du 24 mars.

La séance est ouverte à 6 heures à la Turque.

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance précédente qui a eu lieu à huis-clos, et dans laquelle on s'était occupé de la question des vacances de la Chambre.

La Chambre aura deux jours de vacances par semaine, le vendredi et le dimanche. Cette décision a été prise à la majorité des voix, malgré l'opposition du président qui voulait une seule vacance, par semaine, le vendredi.

Après la lecture du procès-verbal, le président a constaté neuf absences. Trois députés, dit-il, sont occupés dans les sections ; trois autres ont été empêchés par une indisposition et trois autres ont demandé la permission de s'absenter.

Vassilaki bey Sarakiotti, député de Constantinople. En cas d'indisposition ou d'occupations, les députés doivent-ils toujours demander un congé ?

Le président. — Cette disposition est inscrite dans le règlement intérieur.

Vassilaki bey. — Mais nous n'avons pas encore voté l'article y relatif.

Le président. — Cet article pourra être maintenu dans sa rédaction première ou modifiée. En attendant, je pense que la Chambre doit s'y conformer.

L'opinion du président est soutenue par la pluralité des voix.

Le président. — Maintenant procédons à la lecture du reste des articles de notre règlement intérieur. Que MM. les députés prennent des notes et qu'ils préparent leurs discours pour la prochaine séance publique.

Un membre. — Le procès-verbal dont nous avons entendu la lecture est celui de la séance secrète de notre réunion précédente. Le procès-verbal de la séance publique ne sera-t-il pas lu ?

Le président. — Pardon, il sera lu ensuite.

Le secrétaire reprend la lecture du règlement au titre VI comprenant un seul article, l'art. 32.

Ce titre se rapporte à la responsabilité des ministres. Un ou plusieurs députés ont la faculté de porter plainte contre un ministre. Ils soumettent par écrit leur plainte, et la Chambre, après délibération, désigne la section qui examinera la dite plainte.

Un membre. — L'accusation sera-t-elle examinée par l'une des sections ou bien par une commission ?

Le président. — Par l'une des sections.

Un membre. — Est-ce que les attributions de chacune des sections sont fixées ?

Le président. — Non. Mais la Chambre désignera la section à laquelle la plainte sera référée et ensuite elle sera examinée successivement par toutes les autres sections.

On passe à la lecture du titre VII traitant du mode qui sera suivi dans la délibération des projets de loi.

Les articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42 ne soulèvent aucune objection. Une seule modification est introduite : le mot *président* est remplacé par celui de *présidence* (Makami-Riyaset).

L'article 43 dit que les projets de loi concernant le budget général, les crédits spéciaux et les travaux d'utilité ne seront assujettis ni à une seconde ni à une troisième lecture.

Un des députés s'est inscrit pour parler dans la prochaine réunion contre cet article.

L'art. 44 a trait aux pétitions soumises par la population à la Chambre.

Le député de la Palestine, Youssouf Zia Effendi, a demandé la parole pour la prochaine séance contre la teneur de cet article.

La lecture du règlement continue. Les art. 45, 46, et 47 traitent de la suite qui sera donnée aux pétitions.

Plusieurs députés ayant présenté des objections sur ce chef, le président a invité ceux des députés qui désirent parler contre la teneur de ces articles à ajourner leurs discours à la prochaine séance et à s'inscrire dès à présent.

Vassilaki bey Sarakiotti, député de Constantinople, et Manouk Caradjia Effendi, député d'Alep, s'inscrivent pour la prochaine séance.

Le député de Konia Siméonaki Effendi, et Rakim bey, député d'Aidin, s'inscrivent aussi pour parler contre la teneur des articles 49 et 50, qui prescrivent qu'un délai de dix jours sera accordé au ministre pour informer la Chambre de la suite qui aura été donnée à une pétition transmise par la Chambre.

Le titre IX, composé de six articles, les Nos 51, 52, 53, 54 et 55, qui traitent de la déclaration d'urgence sur une affaire, n'a soulevé aucune objection.

Le titre X concerne le mode de suffrage. Nicolaki Effendi, député de Syrie, s'inscrit contre les art. 58 et 59.

Le président donne quelques explications sur l'art. 61 concernant le vote par appel nominal qui prescrit que les noms des votants contre ou pour seront publiés dans le journal officiel. A la suite de ces explications il a été décidé que, dès la prochaine séance, on confectionnera des bulletins de vote sur papier rouge et blanc, portant le nom de chacun des députés.

Le titre XI a rapport aux délibérations en général de la Chambre. A la lecture de l'art. 78, Sehouk Effendi, député de Constantinople, s'est inscrit pour la prochaine séance.

L'art. 84 dit qu'en cas de bruit et de tapage, le président suspend la séance pour une heure. Si, à la reprise des débats, la séance continue à être orageuse, le président lève la séance pour ce jour.

Le président. — Incha-Allah (s'il plaît à Dieu), ce cas ne se produira pas dans la Chambre.

Tous les députés. — Incha-Allah ! Incha-Allah !

Sur la question d'afficher l'ordre du jour et de le publier dans le journal officiel, le président dit qu'à son avis c'est la seule question qui ne devrait être soulevée qu'après plusieurs années de fonctionnement du parlement. Toutefois, il propose de déferer la question à l'une des sections.

La Chambre accepte cette proposition à l'unanimité des voix.

Le président propose ensuite de borner pour cette séance la lecture du règlement jusqu'à l'art. 88, faisant observer que, si pour la lecture seulement, la Chambre a mis trois quarts d'heure, il faudra un temps bien plus long pour discuter les articles lus dans la prochaine séance.

Le secrétaire donne ensuite lecture du procès-verbal de la séance publique précédente.

Le député de Smyrne, Yéni-Chéhirli-Zadé Ahmed Effendi, fait observer que le chapitre relatif aux interpellations et aux répliques aux ministres n'a pas été adopté définitivement dans la séance précédente. Pourtant, a-t-il ajouté, le procès-verbal en fait mention d'une manière qui fait supposer que la Chambre a adopté ce chapitre. Plusieurs autres membres ayant exprimé la même opinion, la discussion et la modification de la teneur des articles relatifs ont été ajournées.

La séance est levée à 7 heures un quart. (D'après le *Journal Officiel*.)

tefois, il propose de déferer la question à l'une des sections.

La Chambre accepte cette proposition à l'unanimité des voix.

Le président propose ensuite de borner pour cette séance la lecture du règlement jusqu'à l'art. 88, faisant observer que, si pour la lecture seulement, la Chambre a mis trois quarts d'heure, il faudra un temps bien plus long pour discuter les articles lus dans la prochaine séance.

Le secrétaire donne ensuite lecture du procès-verbal de la séance publique précédente.

Le député de Smyrne, Yéni-Chéhirli-Zadé Ahmed Effendi, fait observer que le chapitre relatif aux interpellations et aux répliques aux ministres n'a pas été adopté définitivement dans la séance précédente. Pourtant, a-t-il ajouté, le procès-verbal en fait mention d'une manière qui fait supposer que la Chambre a adopté ce chapitre. Plusieurs autres membres ayant exprimé la même opinion, la discussion et la modification de la teneur des articles relatifs ont été ajournées.

La séance est levée à 7 heures un quart. (D'après le *Journal Officiel*.)

## BOURSE.

## COURS DES FONDS.

Galata, le 26 mars 1877.

Ouv. du n. Cp. det. P.	43 44
Hausse	43 45
Baisse	43 05
Clôt. du mid.	—
Clôt. du soir.	43 07
Après Bourse.	—

Actions S. Gén.	coup. dét. L. S.	3 05
» de la société de crédit et de valeurs.	coup. dét.	2 05
» de la banque d'Orient.	—	3 40
» du Crédit Austro-Turque.	—	—
» du Crédit Général.	L. T.	3 —
Tramway.	—	4 55
Société Commerciale Ottomane.	—	—
Laurium, comp. détaché.	Fr.	70 —
Crédit Hellénique (escompte).	—	44 —
Obligations des Chemins de fer.	—	34 1/2
(1863) c. c. détaché.	—	69 —
(1865) c. c. —	—	70 —
(1869) c. c. —	—	63 —
(1873) c. c. —	—	21 1/4
(1873) c. c. —	—	61 —

## COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres.)	
Livre anglaise.	P. 409 35
Pièce de 20 francs.	87 25
L'empire russe.	89 45
D'or (Croatie).	51 48
M. d'or blanc (différence).	164 30
M. d'or (différence).	413 20
M. d'or (différence).	445 —
En papier monnaie.	460 40
Cuivre.	469 —



